

Le lapin blanc

Ne nous suivez pas, réfléchissez !

Édito :

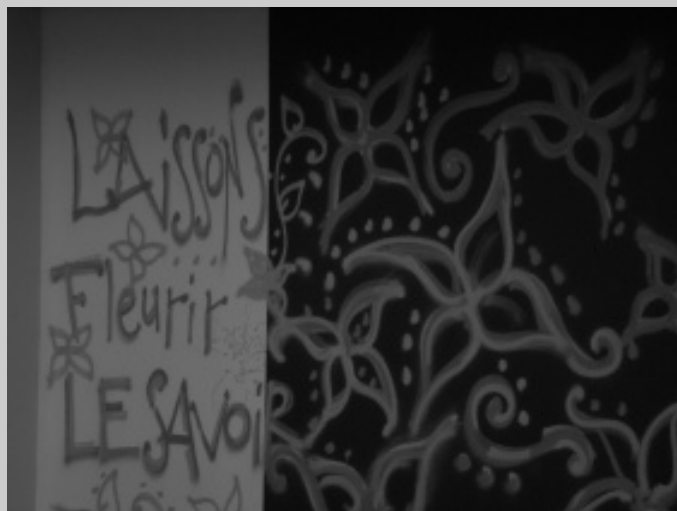
Alors qu'à Paul Sab et à l'Arsenal les étudiants mobilisés attendent avec impatience la fin des vacances pour reprendre la contestation, les mirailleurs naviguent entre jobs d'été, oraux et dossiers (c'est bien connu un peu de taf en plus ça maintient en forme). Pour garder le rythme, voilà notre contribution à vos vacances : un peu de lecture avec le dernier numéro de l'année du Lapin blanc.

Pour l'occasion, le p'tit lutte et les autres se sont refaits une santé : la nouvelle équipe de choc comprends maintenant des étudiants mobilisés des trois facs ; autant dire que la Dépêche n'a qu'à bien se tenir ! Plaisanteries mises à part, on s'est dit que le dernier de l'année devait être, enfin de compte, le premier de l'an prochain. Alors le moment est venu de laisser place aux articles de notre journal, qui serviront de base à un petit bilan et à de grandes perspectives, on l'espère.



Prix libre, mais nécessaire !
(Coût de revient : 0,50 euros)

Arche du Mirail,
deuxième étage.



Comme le Lapin blanc est promis à un avenir brillant, pour bien commencer nous avons défini quelques cadres à notre contribution à la lutte. Vous trouverez notre charte à la page suivante !



Charte Fondatrice Du Lapin Blanc (CFLP)

0- La rédaction n'a pas la science infuse, elle recherche et diffuse des pistes de réflexion en toute naïveté. Pour faire bouger les choses, auto-critique et remises en cause sont nécessaires.

1- Le journal émane des 3 universités toulousaines en lutte

2- Notre projet a une visée didactique. Le journal s'adresse à tous, en particulier aux non convaincus.

3- a- Le journal dispose de deux volets, avec une partie où tous peuvent s'exprimer (autres secteurs en lutte, droit de réponse, tous bords politiques...).

b- Ce volet « opinions libres » a pour but d'exprimer la diversité des points de vues et de susciter le débat. Nous ne sommes pas un organe de propagande.

4- Les attaques personnelles sont proscrites étant donné le but constructif de notre journal.

5- Une attention particulière sera portée aux corrections orthographiques et grammaticales.

6- Ne choisissons pas la facilité ni la complaisance, les images ou articles futiles n'ont pas pour vocation de remplacer les articles de fond s'ils font défaut ou sont jugés trop rébarbatifs (Le tout dans une juste mesure, le journal doit rester lisible)

7- Toute décision importante nécessite une concertation entre les rédacteurs. Un peu de collégialité ne peut que nous faire du bien.

La LRU: votée en catimini?

Bien que les plateformes de revendications des trois facs diffèrent sur certains points, l'abrogation de la LRU reste la revendication première et essentielle de notre lutte. Les précédents numéros de Grève Hebdo et de la Gazette ont abordé son contenu et ses conséquences, nous nous tournons maintenant vers les modalités d'établissement de cette loi qui ont été décriées par le mouvement universitaire.

La Loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités, préparée par Valérie Pécresse et votée en Aout

2007, est particulièrement critiquée pour avoir été initiée sans concertation avec les acteurs du monde universitaire. La question est donc de savoir dans quelles conditions cette réforme visant à l'autonomie des universités a été véritablement votée.

En réalité, le gouvernement aurait travaillé 60h avec des syndicats personnels, enseignants et étudiants pour co-écrire la LRU. Bien évidemment, tous les syndicats n'étaient pas présents à la table des négociations... et 60h de discussion ne sont-elles pas dérisoires face à l'ampleur du travail que nécessite la reconstruction de l'Université française?

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>

Ainsi, après avoir obtenu le retrait des passages jugés les plus scandaleux (comme la sélection à l'entrée en Master) les syndicats étudiants en question, l'UNEF et la Cé, ont cosigné la LRU.

Mais ces syndicats représentent-ils l'ensemble des étudiants, qui sont pourtant tous directement concernés par la loi sur l'autonomie?

Ensuite, nous pouvons nous demander pourquoi Valérie Pécresse a fait voter la LRU en express, alors que la communauté universitaire était en vacances...

- est ce par crainte d'une contestation universitaire ?

- ou pour atteindre avant l'échéance de 2010 les objectifs du processus de Bologne (signé en 1999) ? Autrement dit, sa politique vise-t-elle avant tout la création d'un espace européen d'enseignement supérieur ?

La LRU ne tombe pas du ciel mais s'inscrit dans la logique européenne d'adaptation de l'Université à la loi du marché. D'ailleurs, la LRU a ses jumelles dans les pays voisins, qui subissent déjà les conséquences de l'autonomie (ou privatisation ?) comme la hausse des frais d'inscriptions.

S'il est vrai que le système d'éducation français a besoin d'être réformé, doit-on pour autant accepter une loi allant à l'encontre des principes même de l'université française? Peut-être que la majorité des présidents d'universités s'est déclarée favorable à cette réforme (sans doute parce qu'elle accroît leur pouvoir...) mais n'oublions pas les 53 universités bloquées cette année suite à l'union des étudiants, personnels et enseignants, autour du même mot d'ordre: abrogation de la LRU!

Par ailleurs, la quasi-censure médiatique des motifs du mouvement nous montre bien les enjeux politiques et économiques d'une telle réforme.

Dès lors, la mobilisation anti-LRU n'est-elle qu'un caprice de plus d'une minorité d'extrêmes gauchistes (comme le disent certains) ou une lutte universitaire légitime? Je prendrais en charge un prochain article où il s'agira, justement, de voir en quoi la LRU doit être (ou non) abrogée pour sauvegarder une Université critique et populaire.

Michael

Trois mois de grève à Paul Sabatier



Le mouvement contre la LRU de 2009 s'est construit de différentes manières selon les universités. Nous développerons dans nos colonnes leurs spécificités, mais afin de comprendre celles de l'Université Paul Sabatier, voici au préalable l'historique de la mobilisation du "campus science".

Janvier 2009

Le ton de contestation générale, avec l'approche de la journée de manifestation interprofessionnelle du 29 janvier, se traduit dans les universités par le mécontentement des enseignants-chercheurs vis à vis du décret de la LRU concernant leurs statuts. La première assemblée générale à Paul Sabatier a lieu le 22 janvier et entraîne

la création d'un comité de lutte pour mobiliser les étudiants dans l'optique du 29. À Toulouse, la manifestation a regroupé 70 000 personnes.

Février 2009

Au lendemain du 29 janvier, continuer la grève paraît une évidence, chez les personnels comme chez les étudiants. Le 4 février, la première assemblée générale commune vote à près de 600 personnes une plateforme de revendications communes, et impulse la manifestation du 5 février, qui réunira à Toulouse 6 000 personnes, rien que pour le mouvement universitaire. Rapidement, la mobilisation progresse.

Suite page suivante

Un nombre assez important d'enseignants-chercheurs font grève de leurs cours, ou vont les faire place du Capitole. Le 12 février, première action : la route de Narbonne est détournée, les automobilistes doivent passer à l'intérieur du campus. Pendant les vacances du Mirail et de certaines filières de Paul Sabatier, la manifestation du 19 février parvient à réunir 2 500 grévistes de Paul Sabatier. Et le 25 février, lors du référendum organisé par les personnels, la grève est votée à 80%.

Mars 2009

Après trois semaines de grève sans aucune avancée sur les revendications, les enseignants-chercheurs grévistes reprennent les cours, ne sachant pas comment faire avancer la mobilisation. Le vendredi 6 mars, l'AG étudiante vote le blocage des bâtiments pour le mardi suivant. Un blocage symbolique, avec séquestration des vigiles pour éviter qu'ils n'ouvrent les bâtiments avant 9 heures, permet de réunir une AG de 800 personnes, qui reconduit la grève et le blocage. Les AG deviennent plus massives, les enseignants-chercheurs reviennent dans la mobilisation. Le point d'orgue des manifestations survient le 19 mars, où la manifestation interprofessionnelle nationale réunie 110 000 personnes à Toulouse. Après deux semaines de blocage, pour faire revenir les étudiants sur le campus, l'AG décide de mettre en place un système de blocage partiel (cours le matin, grève l'après-midi). L'administration en profite pour tenter de mettre fin à la grève, aussi l'AG du 26 mars revote le blocage.

Avril 2009

Pour le premier avril, l'administration organise un référendum, qui se solde par un taux de participation faible et semblable à ceux des AG, et qui vote pour la poursuite du mouvement et l'arrêt du blocage. Il est considéré

comme illégitime par l'AG, qui maintient le blocage jusqu'aux vacances. Pendant les vacances, la mobilisation continue avec des actions de sensibilisation. À la rentrée, l'AG décide d'occuper le bâtiment administratif et la salle du conseil, pour tenir une assemblée d'occupation: avec la participation de la présidence, sur la question des examens... et sans réponse. Le lundi 27 avril, le blocage est revoté. Mais un important dispositif de vigiles privés est présent sur le campus pendant toute la nuit, et les membres de l'administration viennent le soir affronter verbalement les grévistes, provoquant énervement et tensions qui se solderont par un incident. Le lendemain, la police fait des contrôles d'identité sur le campus. La mobilisation dure jusqu'au premier mai, mais avec les cours qui reprennent et les examens qui approchent, les militants reprennent leurs études.

À l'université Paul Sabatier, comme dans bien d'autres universités, le mouvement de 2009 contre la LRU a été très long, très fort, et a mobilisé bien plus de monde qu'en 2007. Une dynamique de convergence s'est impulsée, tant sur le campus -avec les personnels enseignants, chercheurs ou BIATOSS-, qu'avec les autres secteurs en lutte ce printemps. C'est probablement cette dynamique qui construit la force de ce mouvement, mais l'absence de réelle coordination nationale et la crispation de la communauté universitaire sur la question des examens l'ont empêché d'être victorieux. Cependant, le malaise provoqué par les réformes reste bien présent, et une part importante de la communauté universitaire ne s'estime absolument pas satisfaite... et est prête à continuer l'an prochain.

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>

Synthèse qui se veut la plus exhaustive possible, sur le débat « bilan critique du mouvement 2008/2009 »



Bilans/revendications/perspectives :

Le constat inévitable de la lutte menée cette année est que, malgré les avancées qu'a connues le mouvement en soi (et que je ne traiterai pas ici), nous n'avons rien obtenu nationalement sur nos revendications. On ne peut négliger dans cette situation l'importance de la casse du mouvement au niveau national, d'abord par le chantage aux examens, et ensuite par l'intervention régulière des forces de l'ordre, là où les examens ne suffisaient pas pour abandonner le mouvement. Mais à nous également de nous poser la question de nos modalités de lutte apparemment dépassées cette année par la politique du gouvernement.

Voilà pourquoi ce bilan était inévitable... En outre, étant donné qu'aucune réponse n'a été apportée face aux mouvements étudiants, il est évident qu'à la rentrée, la lutte va reprendre à tous les niveaux et plus encore en raison des mesures inacceptables que ne manquera pas de prendre le gouvernement, conformément aux objectifs fixés à Bologne. Mais bien sûr il s'agit de gagner cette fois, voilà encore pourquoi à l'issue de cette année, il faut s'interroger sur notre lutte: autant la reprendre en conscience.

Pour revenir sur les débuts de la grève, celle menée contre le décret d'enseignants-chercheurs a commencé par être une grève corporatiste, même si elle a été très mobilisatrice au niveau des profs. Par la suite, *l'union entre profs/personnels et étudiants* s'est développée petit à petit. Parmi les problèmes rencontrés dans cette union il faut signaler que, sauf quelques exceptions, les personnels sont souvent oubliés, et que, sauf exceptions encore... c'est sans cesse aux étudiants d'aller vers les profs. Cependant, c'est la première fois que les profs se mettaient en grève depuis longtemps ; et les prémices d'une telle union sont historiques également; au-

trement dit ce n'est qu'un début, mais c'est déjà encourageant.

Un autre aspect important de la grève de cette année a été la *problématique récurrente des piquets durs*. Ils ont bien évidemment été mal perçus par les profs, et par une partie des étudiants qui n'ont plus pris la peine de venir sur le campus après leur installation.

Plus généralement, les modalités de lutte sont à discuter puisque la validation du semestre obtenue est largement problématique, et que la massification du mouvement reste insuffisante. Le problème étant toujours que si les profs ne cherchent pas de solutions alternatives à la grève active (faire grève en faisant cours), les cours se tiennent et le temps de préparation des actions militantes manque. Les piquets resteraient donc dans l'absolu le moyen le plus efficace dégager ce temps nécessaire à la lutte.

Reste donc la question de *la massification insuffisante de la lutte*, ne serait-ce qu'en comparaison avec le mouvement contre le CPE. Cela est sûrement lié à deux données :

- les revendications qui, peut être, ne touchent pas suffisamment les étudiants pour qu'ils se joignent au mouvement
- les modalités de lutte adoptées par les étudiants mobilisés qui rebutent apparemment une bonne partie des étudiants.

En ce qui concerne **les revendications**, la LRU, voire même le processus de Bologne, doit rester une priorité. Cependant, il faut décortiquer plus précisément les textes et cibler plus particulièrement les mesures qui, dans le cadre de la LRU ou dans le reste de la politique du gouvernement, concernent directement les étudiants et les mobilisent individuellement.

Il nous faut aussi remettre en cause véritablement l'université telle qu'on la connaît actuellement, et tenter d'élaborer des projets concrets dans cette optique. La *Maison Des Etudiants du Mirail* et le *journal alternatif* sont des embryons d'un tel projet, et des espaces de travail collectif à développer. Enfin il a été dit plusieurs fois que les militants devaient mieux expliquer le vocabulaire; et soigner quelques détails du genre pour intégrer plus facilement les personnes motivées.

Pour ce qui est des moyens d'action, on trouve déjà quelques perspectives dans les mesures proposées ci-dessus; mais une véritable réflexion individuelle et collective reste fondamentale pour avancer à ce stade de la lutte. Cette réflexion doit à la fois porter sur l'échelle locale et sur l'échelle nationale; puisque seul un mouvement véritablement massif nous permettra d'obtenir nos revendications.

On peut déjà établir le constat suivant sur nos actions: il y a une scission profonde au Mirail sur la question des piquets. A l'échelle nationale, on observe que, jusqu'à la question des exams, les grandes dates inter-pro sont presque nos seules opportunités de médiatisation du mouvement.

Plusieurs pistes de réflexion se dégagent de ces constats :

- la question de l'intensification du travail inter-fac,
- celle de l'intensification de la dimension interprofessionnelle de la lutte,
- la question de la radicalité du mouvement, qui a été infime cette année et dont les perspectives restent problématiques.

Le bilan a aussi établi une remise en cause des formes actuelles du mouvement, et en particulier des organes de la lutte et des espaces de débats :

Avec ses points « bilan » et « info réformes » l'*Assemblée Générale* (AG) apparaît comme un outil de diffusion de l'information. Mais l'AG est surtout le seul organe décisionnel de la lutte à l'échelle du Mirail. Seulement, certains s'interrogent sur la réalité des débats d'AG, menés par des personnes qui ont déjà une position bien définie, et sur lesquels les autres membres de l'AG doivent se positionner en 4h dans le meilleur des cas. D'autres pensent que tant qu'il y a exposition de différents points de vue, le débat est réel, et que les étudiants sont suffisamment réactifs pour décider en conscience. Mais, le problème majeur reste que si nous pouvons être jusqu'à 2000 en AG, nous sommes 200 à nous relayer en comité de lutte. Or, il faudrait que chacun prenne ses responsabilités et s'implique dans l'application de ses votes. Sur une lutte quotidienne, l'argument du salariat étudiant n'étant pas suffisant pour justifier une telle situation, le débat est ouvert sur cet outil que sont les AG. Une proposition a été faite de constituer des « *AG de lutte* », cette alternative a suscité un débat qui n'est toujours pas clos. L'intérêt de ces AG serait que les différentes positions face à la grève apparaissent clairement. Un développement de cette proposition s'impose : les étudiants de la majorité silencieuse, qui viendraient uniquement assister aux débats d'AG, ne viendraient peut être pas assister à des AG d'étudiants grévistes. En effet, les AG seraient un espace de discussions beaucoup plus politisées, et peut être moins rhétoriques. L'intérêt serait aussi que les étudiants qui sont convaincus de la nécessité de la lutte mais ne s'y impliquent pas au quotidien se reconnaîtraient sans doute dans ces AG ; il serait à ce moment plus aisé de les responsabiliser dans leur rôle de militants puisqu'ils se définiraient clairement comme des étudiants grévistes. Enfin, les étudiants non-grévistes ne resteraient sans doute pas indifférents à une telle situation et prendraient peut être le temps de tenir leurs propres AG; le débat entre les uns et les autres, s'il avait lieu, serait tenu dans de meilleures conditions puisqu'il n'impliquerait pas de combat rhétorique qui s'oppose à une véritable discussion.

Dans de telles circonstances enfin, les militants seraient forcés de travailler différemment sur la communication avec les autres étudiants, ce qui semble être encore un

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>

plus si l'on envisage le caractère problématique de cet aspect de la lutte. Bien sûr tout cela serait à préciser et à réfléchir concrètement, mais le débat à ce sujet ne s'est pas encore détaché de la crainte des dérives que pourraient comporter ces AG de lutte.

Le deuxième problème qui s'est posé cette année concerne le *comité de lutte*. En effet, en l'état actuel des choses, le comité de lutte est avant tout un organe d'application des décisions d'AG. Il a été voté aussi qu'il s'agissait d'un organe propositionnel, mais la concrétisation de ce statut est restée délicate. En fait, il faut envisager deux problèmes : les membres du comité de lutte non-syndiqués n'ont pas de meilleure occasion de parler de politique du mouvement et de se forger une opinion; mais certains craignent que cette possibilité de débat engendre pour les AG une sorte d'avant-garde militante évidemment problématique. Il s'agit donc pour l'an prochain de réfléchir à une autre structuration du mouvement pour satisfaire toutes les exigences de la lutte que nous menons : une lutte qui nécessite forcément des espaces de réflexion, des organes décisionnels, et des outils d'application concrets.

Réflexions sur la répression :

La répression policière est intervenue sur le mouvement lorsqu'il a été affaibli nationalement et/ou localement par la politique de mépris des dirigeants.

La présence policière sur la fac a été reçue de deux façons très différentes par les universitaires : soit avec indifférence, soit avec hostilité.

Quoi qu'il en soit, nous devons établir plus clairement la gestion de cette répression qui risque fort d'être d'actualité maintenant.

Voilà un bilan sacrément exhaustif de ce qui a pu être dit mercredi. Cependant, c'était semble-t-il important de faire part de ces réflexions à ceux qui n'ont pas assisté à la réunion. Il faut enfin rappeler que certainement, des « verrous » seront mis en

place pour empêcher les futures mobilisations, et que les perspectives débattues sont soumises à de multiples aléas qu'on ne pourra négliger.

Marie

Consultez le site internet du Lapin Blanc

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>

Vous y trouverez :

- les articles
- les anciens numéros du Lapin Blanc, de Grève Hebdo et de la Gazette de l'ULM
- l'agenda des tous les événements (réunions, assemblées générales, soirées, manifestations...) de la mobilisation sur les trois facs et des associations soutenues par le Lapin Blanc
- un espace de débat pour dialoguer avec la rédaction ou contribuer à notre grande oeuvre

L'administration du Mirail et les étudiant-e-s étrangèr-e-s

À coups de lois successives, la législation relative aux personnes étrangères (hors communauté européenne) se durcit de plus en plus : suspicion permanente des étrangèr-e-s et blocages administratifs, conditions de délivrance des titres de séjour de plus en plus difficiles à remplir, chasse aux sans-papiers. A la fac, la situation se durcit également.

Il y a encore quelques années, un-e étudiant-e étrangèr-e pouvait assez facilement être soutenu-e par les instances de l'université quand il/elle rencontrait des problèmes d'inscription ou de titre de séjour ; depuis quelques années, la suspicion et les blocages administratifs fleurissent à l'université Toulouse le Mirail.



« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde au Mirail », « on ne peut pas maintenir en apnée des immigrés illégaux ». Ces phrases prononcées par des personnes importantes de l'administration du Mirail (DIVE et CEVU), concernant l'inscription d'étudiant-e-s étrangèr-e-s, témoignent du regard porté par l'administration : un-e étrangèr-e qui s'inscrit à la fac le fait pour avoir des papiers, à moins qu'il ne prouve le contraire au moyen d'un parcours excellent, obligation que le personnel administratif ne fera jamais peser sur un-e étudiant-e français-e!

Quand un-e étudiant-e issu-e d'un pays non membre de l'UE dépose un recours face à un refus d'inscription, ou demande le soutien de la fac face à une décision d'expulsion prise par la préfecture, on fouille maintenant son parcours dans les moindres détails, pour vérifier qu'il/elle est vraiment « méritant-e ». De plus, l'administration de la fac

semble, depuis récemment, projeter d'institutionnaliser le « tri » des étudiant-e-s étrangèr-e-s, en mettant en place une commission d'étude des demandes. Ce ne serait plus le vice-président du CEVU qui examinerait les demandes de recours, mais un jury qui déciderait entre « experts » des « bons » et des « mauvais » étrangers, pratiques jusqu'ici réservées aux préfectures et aux tribunaux. Il faut dire qu'au Mirail comme dans d'autres facs en France, on a pu s'entendre rétorquer que si l'on acceptait trop « facilement » les étudiant-e-s étrangèr-e-s, cela allait détériorer les relations avec la préfecture : la soi-disant autonomie que fait passer en force le gouvernement n'a décidément d'autonomie que le nom...



Le mouvement étudiant a adopté des revendications concernant les étudiant-e-s étrangèr-e-s pour exiger de l'université :

- que, conformément à une circulaire de 2002, elle ne contrôle pas la régularité du titre de séjour des étudiant-e-s étrangèr-e-s ;
- qu'elle ne procède pas à un « tri » de ces dernier-e-s, en soupçonnant derrière chaque démarche d'inscription ou de changement de parcours un-e « immigré-e illégal-e » ;
- qu'elle s'engage véritablement pour défendre ceux/celles de ses étudiant-e-s qui sont victimes des persécutions du ministère de l'identité nationale et de l'immigration ;
- qu'elle cesse de permettre les contrôles au faciès et les rafles aux abords de l'université.

RUSF



Le lapin blanc soutient activement les mouvements de résistance à la politique éducative du gouvernement. De la maternelle à l'université, tous solidaires ! Aussi, voici un communiqué du Mouvement des enseignants en résistance pédagogique.

Alain Refalo convoqué en conseil de discipline le jeudi 9 juillet

"Un huissier de justice a apporté ce matin à l'école Jules Ferry de Colomiers une lettre recommandée de l'Inspection Académique de la Haute-Garonne signifiant à Alain Refalo, initiateur du mouvement de résistance pédagogique chez les enseignants du primaire, une convocation devant la commission administrative paritaire siégeant en formation disciplinaire, le jeudi 9 juillet à 15h.

Les faits reprochés sont les suivants :

- Refus d'obéissance ;
- Manquement au devoir de réserve ;
- Incitation à la désobéissance collective ;
- Attaque publique contre un fonctionnaire de l'Éducation Nationale.

Alors qu'il a effectué l'intégralité de son service devant les élèves, Alain Refalo a déjà été sanctionné cette année de 14 jours de retraits de salaire et d'un refus de promotion au grand choix cette année pour avoir mis en place un atelier théâtre sur le temps de l'aide personnalisée avec l'accord des parents d'élèves.

Le mouvement des enseignants en résistance pédagogique s'insurge contre cet acharnement démesuré qui vise à briser un enseignant qui n'a fait qu'agir en conscience, en toute transparence et sans faux-fuyants, pour ne pas être complice des réformes destructrices du

service public d'éducation. Cette décision est d'autant plus injuste que l'inspecteur d'académie avait affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y aurait pas de sanctions disciplinaires à l'encontre d'Alain Refalo.

Nous dénonçons une entreprise politique qui vise à criminaliser la désobéissance pédagogique alors qu'elle est une action collective citoyenne qui appelle un dialogue constructif avec l'administration.

Un comité de soutien, présidé par Patrick Jimena, se réunira vendredi à 18h30 dans les locaux du Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées à Colomiers. Il préparera les initiatives pour organiser la mobilisation pour soutenir Alain Refalo, dénoncer cette attaque sans précédent contre la liberté d'expression des enseignants et s'opposer à cette décision inacceptable. Une pétition intersyndicale unitaire est en cours de préparation."

Contacts :

Patrick Jimena : 06 81 84 39 97 — resistpedagogique@free.fr

Blog Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école :

<http://resistancepedagogique.blog4ever.com/blog/index-252147.html>

Petit lexique militant pour comprendre le patois de la lutte

Syndicats étudiants : ont pour but de défendre les intérêts des étudiants au quotidien. Un syndicat n'est pas une organisation politique.

AGET-FSE : syndicat de lutte. L'AGET (association générale des étudiants de Toulouse) est la section locale de la FSE. L'AGET est présente sur les trois facs. Toutes les décisions sont prises en assemblée générale de ville.

Ce Que Vous Entendrez Dans Les Couloirs* : anarcho-staliniens. Aiment à resserrer les liens syndicaux en copulant (se reproduisent entre eux).

Sud-Étudiant : Syndicat de lutte. Sud (Solidaire, Unitaire et Démocratique) Étudiant fait parti de l'union syndicale Solidaires. Fonctionne au niveau de chaque fac, mais se réunit en Assemblée Générale de ville.

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>

Parents d'élèves en colère

"Les réformes Darcos et Péresse ne concernent pas que l'université. Suppressions de postes, mensonges des ministres, réformes d'ampleur qui ne passent pas par le débat au sein de l'assemblée nationale, stratégie de division des acteurs susceptibles d'opposer une résistance, sanctions injustifiées et disproportionnées, tout cela nous le constatons aussi dans les écoles maternelles et élémentaires que l'on soit parent d'élèves, enseignant ou personnel.

A Toulouse dès septembre 2009 les réseaux d'aide personnalisée (RASED) accueilleront près de 30% d'enfants en moins. Il s'agit d'une atteinte majeure à l'égalité républicaine au sein de l'école. En tant que parents on ne peut pas se tromper sur l'importance du travail d'intégration scolaire que peuvent réaliser ces réseaux, au sein même des classes ils redonnent individuellement une chance à chaque enfant; et ce tout au long de leur parcours.

Défendre l'école maternelle, et en particulier les classes de tout-petits (2ans 1/2), relève du même enjeu. Il faut voir comment ces groupes hétérogènes d'enfants centrés sur eux-mêmes deviennent en quelques mois capables d'apprendre ensemble. Sans même parler de l'enjeu pour la libération

de la femme qu'ont représenté les écoles maternelles à leur création, aucune nounou, aucun jardin d'éveil n'est capable d'apporter cette contribution à l'égalité républicaine.

Pour lutter contre la marchandisation de l'école sous toutes ses formes, le collectif parents31, membre de la coordination nationale « école en danger », a mené de nombreuses actions tout au long de l'année 2008-2009, dont les descentes aux flambeaux qui ont réuni plus de 5 000 personnes sur Toulouse. Dès le 2 septembre nous serons à nouveaux engagés dans la lutte en appelant tous les parents d'élèves à revêtir un gilet jaune « école en danger » pour conduire leur enfant à leur premier jour



d'école. Au-delà des actions spécifiques à notre mouvement nous entendons participer à toutes les initiatives de défense

du service public là où il est attaqué."

Contact : Parents31@abri31.org

Suite du lexique

Sud- Étudiant est présent au Mirail et à Rangueil.

CQVDLC* : Sud Mirail : succursale des liberto-trotskistes. Sud Rangueil : hippies ou bisounours, au choix.

UNEF : Union nationale des étudiants de France. Syndicat qui négocie avec le gouvernement et les différentes instances administratives. Les sections locales appliquent les décisions prises nationalement.

CQVDLC* : l'UNEF a en son sein de nombreux militants de feu Parti Socialiste ce qui a une incidence sur ses décisions. D'où les sobriquets suivants : Jaune, traîtres, et autres...

Cé : Confédération étudiante. Scission de la droite de

l'UNEF. Financé par la CFDT, elle veut changer l'université en l'ouvrant sur le monde du travail.

CQVDLC* : peu de choses car à tendance à menacer de procès facilement.

Toto : diminutif d'autonome. Peut être péjoratif selon qui l'utilise. Les autonomes théorisent le fait de ne pas être organisé politiquement ou syndicalement.

CQVDLC* : n'aiment pas les tours de parole. Se targuent d'être les seuls étudiants libres.

*sources : alcoolisées. La rédaction se dégage de toute responsabilité.

Semaine du 29 juin 2009

Le lapin blanc

11

<http://lapinblanc.upsenlutte.org>



Ne laisse pas tes idées tourner en
roud : le lapin blanc attend tes
contributions !

Bélier

Né-e avant le 28 mars des difficultés que vous aviez occultées avec la mobilisation réapparaissent et sont sources d'angoisse : vous vous posez plein de questions sur l'avenir... partiels ou dossiers à rendre ?

Né entre le 28 et le 10 avril vous communiquez et bougez beaucoup grâce à l'interprofessionnel. Né-e ensuite, la chance est toujours présente, dimanche et lundi, mais certains projets vont être remis à plus tard.

Taureau

Venus (l'amour) et mars (l'énergie vitale, passion) sont dans votre signe, en bon aspect de Saturne (la durée). C'est une conjoncture idéale pour construire (une université libre ?), pour vous engager (syndicalisation ?),

installer un sentiment dans la durée. Mais aussi, pour établir ou rétablir des échanges sincères avec vos proches... Ce ne sont pas des RG ! Et parvenir à faire un travail qui vous plaît.

Gémeaux

Il est possible que vous vous sentiez un peu frustré-e dans le domaine affectif, soit parce que le personnage politique que vous aimiez ne suit pas ses projets, soit parce que vous avez l'impression qu'il ne vous accorde pas assez d'importance ! Ne tombez pas dans le pessimisme ou la morosité, bientôt une nouvelle année (avant la repêche!)

Cancer

L'opposition entre le soleil et pluton dans votre signe ne facilite pas vos relations avec la politique européenne. Si vous êtes né-e fin juin, les autres vous paraissent bien compliqué-e-s et surtout peu compréhensif-ve-s, essayez de l'être pour deux. Né-e en juillet vous avez la possibilité de pérenniser un projet d'appropriation d'un local et de consolider vos amitiés.

Lion

Vous voyez grand ! La mesquinerie pour vous est un mot obscène ! Vous détestez les barrières, les limites, le président... c'est bien noble ! Mais cette semaine cela risque de vous mettre en difficulté. Soit que vous soyez trompé-e-s par quelqu'un, soit que votre générosité dans les caisses de grève mette vos finances à plat. Dans tous les cas attention à ce que vous signez !

Vierge

Vous êtes nerveux-euse et supportez mal les contradictions. À force de vous accrocher à vos idées vous risquez de ne plus trouver d'interlocuteur... En revanche côté cœur la période est faste. Peu propice aux aventures certes, mais positive si vous souhaitez prendre des engagements (vous aussi vous vous syndiquez ?!) durables, vivre des sentiments profonds, sérieux et passionnés...

Balance

Dimanche et lundi sont des journées agréables si vous avez envie de vous cultiver et d'apprendre sur la LRU. Vos raisonnements seront pleins d'acuité, de vivacité : génial si vous êtes enseignant-e ou étudiant-e ! Si par ailleurs vous êtes né-e après le 14 octobre, les relations parent-enfant sont favorisées. Faites les premiers pas, pour leur expliquer votre engagement.

Scorpion

Étrange semaine si vous êtes né avant le 11 novembre. Vous êtes soudain débordé par les sentiments que vous porte une tierce personne qui se montre exigeante, exclusive... et vous propose de faire un choix. Liberté ou sécurité ? C'est un dilemme ! Né ensuite, votre domicile nécessite une dépense.

Sur le sol de l'Arche du Mirail, la poésie prospère.

« Il était une fois, dans ce grand cimetière...

Ecoute bien, l'ami, c'est une histoire vraie,

L'État de Prusse avait perdu sa guerre :

L'État de Prusse avait vaincu l'État français

Pendant qu'on s'arrangeait entre grands de l'époque

Pour payer le tribut au premier des tueurs,

Voilà que de Paris, le peuple se convoque

Et décide - comme ça ! -

Qu'il n'veut plus d'supérieurs !

L'État de France implore son ami vainqueur

De lui donner la main pour mater « la canaille »,

Car il faut, sans tarder, aller clouer la peur

Aux cerveaux parisiens qui bravent la mitraille !

Et c'est le 18 mars de l'an 71

Que, depuis le palais ou rota Louis (Quatorze)

Monsieur Tiers à brandis quelques canons de bronze

Et crié vers Paris : « ils vous f'ront rendre gorge » !

Une fille de Paris a gueulé vers le ciel

Et laissé sa jeunesse dans un baignoire pourris :

Femmes, si vous luttez, saluez Louise Michel...

Et si vous ne luttez pas...saluez la aussi.

Aussi, souvenons nous que des frères oubliés,

Venus d'autres pays, citoyens de la terre,

Sont morts des mêmes balles

Que leurs frères français...

Ils avaient oubliés, les drapeaux, les frontières.

Notre mémoire est née de ces quelques semaines ;

Compagnons et compagnes, il faut l'utiliser :

Revendiquons les rues, les montages, les plaines,

Et, comme les communards, abolissons l'armée ! ...

Il faut gratter l'oubli dont on est recouverts

Les leçons des copains qui furent assassinés

Il faut savoir que l'autonomie ouvrière

A laissé dans l' « histoire » des blessures infectées.»

Verseau

Né-e avant le 10 février, c'est mitigé. D'un côté, vous vous sentez à l'aise avec vos contacts interpro et réussissez sans peine à convaincre. De l'autre, vos réactions affectives sont un brin excessives, à moins que l'on vous fasse une scène de jalousie ! Tout cela est amplifié en fin de semaine. Né-e ensuite, votre intuition est toujours aussi remarquable pour trouver les RG.

Poissons

Né-e avant le 3 Mars, vous réagissez avec nervosité et prenez très au sérieux les obstacles ou contrariétés, même minimes, que vous pourriez rencontrer sur le chemin de l'Élysée. Né-e ensuite, les planètes favorisent les engagements sérieux, fondés sur des acquis solides, aussi bien en amour que dans vos activités militantes. En revanche, n'attendez pas une évolution rapide !

Sagittaire

Né avant le 9 décembre, la semaine n'est pas favorable aux déplacements, ni aux affaires : commerces, contrats. Dans ces domaines vous risquez de rencontrer "un os de matignonais" ou devoir supporter des délais supplémentaires sur les négociations. Or vous détestez attendre...Né ensuite, la fin de semaine est excellente pour écouter les problèmes de vos étudiants.

Capricorne

Les beaux aspects planétaire entre Mars, Venus et Saturne crée un climat que l'on croirait fait exprès pour vous. En effet, en comité de lutte tout évolue tranquillement, sans heurts, comme un voilier poussé par un vent régulier, avec une météo sûre ! Vous pouvez donc vous détendre ! Né fin décembre, vous vous angoissez pour une amie enlevée par les Schtroumpfs.